

*Initiatives ministérielles*

J'aimerais vous faire l'énumération de ces organismes qui se sont associés à ce beau texte: l'Assemblée des évêques du Québec; l'Association des collaboratrices et partenaires en affaires; l'Association des femmes autochtones du Québec; l'Association des médecins-psychiatres du Québec; l'Association des ressources intervenant auprès des hommes violents; l'Association des sexologues du Québec; l'Association féminine d'éducation et d'action sociale; l'Association québécoise Plaidoyer-victimes; Avon Canada; le Barreau du Québec; la Centrale de l'enseignement du Québec; la Centrale des syndicats démocratiques; le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes; la Chambre des notaires du Québec; le Collège des médecins du Québec; la Commission des droits de la personne; la Confédération des syndicats nationaux; la Conférence des régies régionales de la santé et des services sociaux du Québec.

Je poursuis l'énumération, madame la Présidente: le Conseil des femmes de Montréal; le Conseil du statut de la femme; le Développement québécois de la sécurité des femmes; la Fédération des ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté; la Fédération des CLSC du Québec; la Fédération des commissions scolaires du Québec; la Fédération des femmes du Québec; la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec; la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec; la Fédération du Québec pour le planning des naissances; le Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province du Québec; *Le Devoir*; *Le Journal de Montréal*; *Le Protecteur du citoyen*.

• (1125)

Et il y en a d'autres, comme: Le Québec dit non à la violence faite aux femmes; Les cercles de fermières du Québec; l'Institut de recherche des centres de femmes du Québec; l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec; l'Ordre des psychologues du Québec; l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec; le Regroupement des centres de santé des femmes du Québec; le Regroupement des équipes régionales Espace; le Regroupement des maisons de jeunes du Québec; le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale; le Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel; Relais-femmes; le Réseau des répondants à la condition des femmes, ODM, diocèse de Québec; le Service d'orientation et de consultation psychologique de l'Université de Montréal; la Sûreté du Québec; le Syndicat de la fonction publique du Québec.

Je poursuis toujours l'énumération: le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec; *The Gazette*; l'Université de Montréal; l'Université de Sherbrooke; l'Université du Québec à Montréal; l'Université Laval; l'Université McGill; M. Jacques Parizeau, premier ministre du Québec; Lucien Bouchard et les députées et députés du Bloc québécois; Louise Beaudoin, ministre déléguée aux Affaires intergouverne-

mentales canadiennes; Paul Bégin, ministre de la Justice; Jeanne Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine; Jacques Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune; Jean Campeau, ministre des Finances et ministre du Revenu; Guy Chevrette, ministre des Affaires municipales; Rita Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications et ministre déléguée au Tourisme; Jean Garon, ministre de l'Éducation.

Je poursuis encore: François Gendron, ministre des Ressources naturelles; Louise Harel, ministre de l'Emploi; Bernard Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles; Marcel Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; Richard Le Hir, ministre délégué à la Restructuration; Jacques Léonard, ministre des Transports; Pauline Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de la Famille; Serge Ménard, ministre de la Sécurité publique; Daniel Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie; et Jean Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux.

Voilà, madame la Présidente, la liste de tous les gens et organismes qui se sont associés à ce texte pour souligner cet événement.

[Traduction]

**La présidente suppléante (Mme Maheu):** Nous en sommes maintenant aux discours de 20 minutes, suivis d'une période de 10 minutes pour les questions et observations.

**M. Jack Ramsay (Crowfoot, Réf.):** Madame la Présidente, avant d'entrer dans le vif du sujet, soit la violence contre différents membres de notre société, et surtout contre les femmes, je voudrais faire remarquer que la vie humaine semble avoir peu de prix dans notre société. Cette évolution des mentalités, je l'observe à propos de questions comme celles de l'avortement et de l'euthanasie. Je constate que l'un comme l'autre sont désormais mieux acceptés, ce qui traduit une indifférence à l'égard de la vie humaine qui a mené à la dévaluation de celle-ci.

C'est aujourd'hui un anniversaire que la plupart des Canadiens préféreraient ne pas avoir à souligner. Mais ne pas rappeler ces tristes événements, ce serait nier la valeur de ces vies fauchées par une attaque violente et brutale, une attaque par laquelle un homme, poussé par la peur, la haine et l'exaspération, s'en est pris à un groupe de jeunes femmes innocentes et sans défense.

C'est la cause de ce crime qui est au coeur du débat sur la violence contre les femmes et d'autres membres de notre société. Pourquoi des hommes s'en prennent-ils aux femmes? Pourquoi des maris battent-ils leur femme? Pourquoi la violence contre les femmes est-elle si répandue, en tout cas beaucoup plus que jamais auparavant?

Ce sont là des questions auxquelles il faut tenter de répondre si nous voulons parvenir un jour à éliminer ou du moins à diminuer la violence.